



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-31

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE VINGT-SEPT JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire

Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

CIMETIERE : REPRISE DE 18 CONCESSIONS

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Dans le cadre de la politique de la Ville menée depuis 2014, régulièrement, la Ville du Raincy a procédé à des reprises de concessions perpétuelles. La commune a fait le constat que plusieurs concessions perpétuelles se trouvaient en état d'abandon manifeste.

Pour remédier à cette situation et permettre à la commune de récupérer les emplacements délaissés, une procédure de reprise de concessions est prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales aux articles L 2223-17 et L 2223-18, et pour la partie réglementaire, aux articles R 2223-12 et R 2223-23.

La procédure de reprise des concessions a été engagée le 2 mars 2023 (date du premier constat d'abandon) et vise 18 concessions.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-31-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

L'ensemble de la procédure ayant été menée à son terme conformément aux dispositions réglementaires, Monsieur le Maire propose au Conseil de se prononcer sur la reprise des concessions, ce qui permettra ensuite de prendre un arrêté de reprise par la commune des terrains affectés à ces concessions.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2223-17, L 2223-18, R 2223-12 à R 2223-23,

VU l'affichage à la porte du cimetière et à la mairie de l'avis de constat d'abandon du 21 février 2022,

VU le 1er procès-verbal de constat d'abandon dressé le 21 mars 2022,

VU l'affichage à la porte du cimetière et à la mairie des extraits du 1er PV de constat d'abandon du 21 mars 2022 au 6 juin 2022 interrompu chacune par une période de 15 jours,

VU le 2nd procès-verbal de constat d'abandon dressé le 08 avril 2025 et affiché à la porte du cimetière et à la mairie pendant une durée d'un mois,

VU l'avis favorable de la Commission de la Vie municipale du 18 juin 2025,

CONSIDERANT qu'il est demandé de se prononcer sur la reprise par la commune de 18 concessions abandonnées dans le cimetière communal,

CONSIDERANT que les concessions dont il s'agit ont plus de trente ans d'existence et qu'elles sont bien en état d'abandon, ledit état dûment constaté,

CONSIDERANT que cette situation décèle une violation de l'engagement souscrit par les attributaires desdites concessions, en leur nom et au nom de leurs successeurs, de les maintenir en bon état d'entretien, et qu'elle est, en outre, nuisible au bon ordre et à la décence du cimetière,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

ARTICLE 1 : DE REPRENDRE les 18 concessions abandonnées figurant sur la liste annexée,

ARTICLE 2 : DE DIRE que les terrains ainsi libérés seront mis en service pour de nouvelles concessions,

ARTICLE 3 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre un arrêté municipal prononçant leur reprise dont il assurera la publicité conformément à la réglementation en vigueur,

ARTICLE 4 : D'AUTORISER Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



[Handwritten signature in blue ink]

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-31-DE
Date de réception préfecture : 07/07/2025

La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.